



Ces dernières semaines les activistes anglophones se font de plus en plus remarquer pour des délits et crimes visant des hommes de tenue ou des membres du gouvernement camerounais.

La dernière victime en date est le Sous-préfet de l'arrondissement de Toko dans la région du Sud-Ouest. Celui-ci a été victime dans la nuit du 25 au 26 décembre 2017 d'un incendie criminel.

Des sources de la légion de gendarmerie du Sud-Ouest déclarent que cet incendie serait l'oeuvre d'activistes anglophones.

« Suite à la répression par les forces de défense et de sécurité des manifestations du 22 septembre et du 1er octobre 2017, le camp séparatiste s'est endurci et gagne en popularité. Le département de la Manyu dans le Sud-Ouest est l'épicentre actuel de l'insurrection, du fait de sa proximité avec l'Etat nigérian de Cross River où résident certains cadres de la « République fédérale d'Ambazonie » (désignation par les séparatistes de leur Etat autoproclamé) », a indiqué un rapport publié le 21 décembre 2017 par l'International Crisis Group